

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/202564]

10 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne l'immatriculation des aides familiales et gardes à domicile des services d'aide aux familles et aux aînés agréés par l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ainsi que la mise en conformité du Code réglementaire avec la Directive 2005/36/CE

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 220, 221, § 2, alinéa 2 et 228, § 2, 4^o, modifiés par le décret du 20 février 2014;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le rapport du 13 juillet 2020 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 2020;

Vu la décision du 31 août 2020 de l'organe de concertation intra-francophone et du comité ministériel de ne pas remettre d'avis ou de recommandations;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 11 septembre 2020;

Vu l'avis 72.350/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 novembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n°1448 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 14 septembre 2020;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des aînés, transmis le 4 septembre 2020;

Considérant la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles qui établit les règles selon lesquelles un État membre qui subordonne l'accès à une profession réglementée ou son exercice, sur son territoire, à la possession d'une qualification professionnelle spécifique reconnaît, pour l'accès à cette profession et son exercice, les qualifications professionnelles acquises dans un ou plusieurs autres États membres et qui permettent au titulaire desdites qualifications d'y exercer la même profession;

Considérant la Directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la Directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le Règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur ("règlement IMI");

Considérant la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE;

Considérant le décret du 8 juillet 2021 transposant la Directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution;

Considérant la nécessité d'inclure une procédure distincte de reconnaissance professionnelle pour le titre d'aide familial pour des professionnels souhaitant s'établir de manière permanente ou exercer de manière temporaire ou occasionnelle en région de langue française et ce, afin de se conformer à la Directive 2005/36/CE et à la loi du 12 février 2008;

Considérant que l'examen de proportionnalité démontre que les mesures prises pour les professionnels souhaitant s'établir de manière permanente ou exercer de manière temporaire ou occasionnelle en région de langue française pour exercer la profession d'aide familial sont justifiées par des objectifs d'intérêt général tel une bonne prise en charge des bénéficiaires des services d'aide aux familles et aux aînés;

Considérant que pour assurer les missions d'aide familial telles qu'elles sont prévues par l'annexe 37 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'aide familial doit acquérir des compétences spécifiques;

Considérant que le rôle principal de l'aide familial est d'intervenir de manière polyvalente au domicile des aînés, des familles, des personnes malades, handicapées, en situation sociale complexe ou en difficulté pour accomplir des actes de la vie quotidienne et qu'il est dès lors, en contact avec un public fragilisé et qu'il convient donc que l'aide familial soit formé à l'approche de ce public spécifique;

Considérant que l'aide familial a un rôle social qui est de permettre un accompagnement à domicile des personnes en préservant et en stimulant leur autonomie, et en veillant à leur qualité de vie et leur bien-être et qu'il doit dès lors acquérir des compétences en ce domaine précis;

Considérant que la mission de l'aide familial s'exerce en étroite collaboration avec les aidants proches, la famille, l'entourage et avec l'ensemble des intervenants professionnels du domicile et qu'il doit, pour se faire, être capable de dialoguer correctement avec ces personnes afin d'assurer au mieux l'accompagnement des bénéficiaires;

Considérant qu'il convient de mettre en place des garanties permettant de vérifier les compétences acquises de l'aide familial en mettant en place un certificat d'immatriculation et qu'il convient de le prévoir également pour les professionnels souhaitant s'établir de manière permanente ou exercer de manière temporaire ou occasionnelle en région de langue française;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place un régime spécifique et simplifié pour les professionnels provenant de l'Espace économique européen conformément à la Directive 2005/36/CE et à la loi du 12 février 2008;

Considérant la nécessité de simplifier la gestion administrative relative à la délivrance de l'attestation de capacité et du certificat d'immatriculation des aides familiaux décrite dans les articles 12 à 14 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiaux, il a été convenu en concertation avec les instances compétentes de transférer cette mission, actuellement réalisée par le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche, à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles pour le certificat d'immatriculation et aux centres de formations d'aides familiaux agréés par la Région wallonne pour l'attestation de capacité;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2005/36/CE du Parlement Européen et du Conseil du 7 septembre 2005 « relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ».

Art. 3. A l'article 330, alinéa 4, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « membre de l'Union européenne » sont remplacés par les mots " non-membre de l'Espace économique européen ";

2^o les mots « ou ayant un titre de formation assimilé tel que prévu à l'article 2, § 3, de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE » sont insérés entre les mots « Communauté française » et les mots « sont assimilés ».

Art. 4. Dans le même Code, Deuxième partie, Livre IV, Titre IV, Chapitre III, Section 2, sont insérés les articles 330/1 à 330/6 rédigés comme suit :

« Art. 330/1. § 1^{er}. Le titre d'aide familial est également accordé au demandeur issu d'un Etat membre de l'Espace économique européen qui réglemente la profession d'aide familial et qui souhaite s'établir de manière permanente en région de langue française dans les conditions suivantes :

1^o avoir une connaissance suffisante de la langue française;

2^o produire auprès de l'Agence une déclaration écrite accompagnée des documents suivants :

a) une preuve de la nationalité;

b) une attestation de compétences ou le titre de formation délivré par une autorité compétente dans un Etat membre de l'Espace économique européen désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat membre;

c) une attestation confirmant l'absence d'interdictions temporaires ou définitives d'exercer la profession.

§ 2. Le titre d'aide familial est également accordé au demandeur issu d'un Etat membre de l'Espace économique européen qui ne réglemente pas la profession d'aide familial et qui souhaite s'établir de manière permanente en région de langue française dans les conditions suivantes :

1^o avoir une connaissance suffisante de la langue française;

2^o avoir exercé à temps plein pendant une année ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente au cours des dix années précédentes dans un autre Etat membre;

3^o produire auprès de l'Agence une déclaration écrite accompagnée des documents suivants :

a) une preuve de la nationalité;

b) les documents permettant de prouver l'exercice de l'activité, conformément au point 2^o;

c) les attestations de compétences ou les titres de formation délivrés par une autorité compétente dans un Etat membre de l'Espace économique européen désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat membre.

§ 3. Au plus tard un mois à compter de la réception des documents visés aux paragraphes 1^{er} et 2, l'Agence informe le demandeur soit :

1^o de sa décision de permettre les prestations de services sans vérification des qualifications professionnelles;

2^o ayant vérifié ses qualifications professionnelles, de sa décision de lui imposer une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation ou de permettre la prestation de services.

La vérification de la connaissance suffisante de la langue française dans le chef du demandeur, dans les cas où elle s'avère nécessaire, peut survenir uniquement après la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Une décision permettant au demandeur de prester ses services peut être assortie d'un stage d'adaptation pendant six mois ou d'une épreuve d'aptitude réalisée dans le mois de la prise de décision lorsque la formation qu'il a reçue porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation requis ou l'attestation de compétences.

Le demandeur opte pour le stage d'adaptation ou pour l'épreuve d'aptitude visés à l'alinéa 3.

L'Agence accorde un numéro d'immatriculation au demandeur en cas de décision positive.

En cas de difficulté susceptible de provoquer un retard dans la prise de décision, l'Agence peut solliciter un complément d'informations auprès du demandeur. L'Agence informe le demandeur avant la fin du premier mois des raisons du retard, des compléments d'informations requis et du temps nécessaire pour parvenir à une décision qui doit être prise avant la fin du deuxième mois à compter de la réception du complément d'informations.

En l'absence de réaction de l'Agence dans les délais fixés dans le présent paragraphe, le demandeur peut prester ses services et exiger un numéro d'immatriculation auprès de l'Agence.

§ 4. La durée de conservation des documents visés aux paragraphes 1^{er} à 3 est de dix ans.

Art. 330/2. § 1^{er}. Le titre d'aide familial est également accordé au demandeur issu d'un Etat membre de l'Espace économique européen qui souhaite exercer de manière occasionnelle ou temporaire en région de langue française qui, lors de sa première prestation de service, produit auprès de l'Agence une déclaration écrite accompagnée des documents suivants :

1° une preuve de la nationalité;

2° une attestation certifiant que le demandeur est légalement établi pour y exercer la profession et qu'il n'encourt, lorsque l'attestation est délivrée, aucune interdiction même temporaire d'exercer;

3° une preuve des qualifications professionnelles.

§ 2. Au plus tard un mois à compter de la réception de la déclaration et des documents visés au paragraphe 1^{er}, l'Agence attribue un numéro d'immatriculation au demandeur.

Le demandeur peut exercer la profession d'aide familial avant l'obtention de son numéro d'immatriculation.

En l'absence de réaction de l'Agence dans les délais fixés dans le présent paragraphe, le demandeur peut prester ses services et exiger un numéro d'immatriculation auprès de l'Agence.

§ 3. La durée de conservation des documents visés au paragraphe 1^{er} est de dix ans.

Art. 330/3. Le centre de formation d'aides familiaux visé à l'article 330, alinéa 1^{er}, 4^o, délivre l'attestation de capacité aux personnes :

1° qui ont suivi avec fruit un cycle de formation visé à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiaux;

2° qui produisent un carnet de stage dont le modèle est fixé par le ministre qui a la Formation dans ses attributions, après consultation, si nécessaire, du ministre ayant la Santé dans ses attributions.

Dans ce carnet sont consignées jour par jour :

1° les activités de stage en institution, sous la responsabilité du dirigeant de l'institution;

2° les activités de stage auprès des familles et personnes âgées, malades ou handicapées sous la responsabilité du dirigeant du service agréé d'aide aux familles et aux aînés et en accord avec les personnes qui supervisent ces stages;

3° les réunions d'accompagnement et les supervisions collectives.

Le carnet de stage est visé par les responsables du centre de formation qui ont préalablement procédé à une évaluation et une supervision permanente.

Art. 330/4. Le centre de formation d'aide familial agréé par la Région wallonne tient à jour un répertoire où sont inscrits les noms des personnes qui ont obtenu l'attestation de capacité et le transmet à l'Agence après chaque proclamation.

La durée de conservation du répertoire visé à l'alinéa 1^{er} est de dix ans.

Art. 330/5. L'Agence délivre le certificat d'immatriculation d'aide familial :

1° aux personnes qui détiennent l'attestation de capacité conformément à l'article 330/3 et aux personnes répondant aux conditions des articles 330/1 et 330/2;

2° aux personnes visées à l'article 330 et répondant aux conditions prévues à l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales.

Art. 330/6. L'Agence délivre un certificat d'immatriculation aux gardes à domicile disposant d'un contrat de travail auprès d'un Service d'Aide aux Familles et aux Aînés agréés par l'Agence.

La durée pendant laquelle l'Agence conserve les copies des contrats de travail visées à l'alinéa 2 est de dix ans. "

Art. 5. Les articles 12 à 14 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales sont abrogés.

Art. 6. Le Ministre qui a la santé et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 10 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/202564]

10 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de inschrijving van de gezinshelp(st)ers en de thuisoppassers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp erkend door het Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen) en het in overeenstemming brengen van het reglementair deel met Richtlijn 2005/36/EG

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 220, 221, § 2, lid 2 en 228, § 2, 4^o, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het verslag van 13 juli 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juli 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 2020;

Gelet op de beslissing van 31 augustus 2020 van het inter-Franstalig overlegorgaan en van het ministerieel comité om geen advies of aanbevelingen te verstrekken;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 11 september 2020;

Gelet op advies nr. 72.350/4 van de Raad van State, gegeven op 14 november 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 1448 van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 14 september 2020;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Aînés" (Waalse commissie voor senioren), gegeven op 4 september 2020;

Gelet op Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, waarbij de regels worden vastgesteld volgens welke een lidstaat die de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep op zijn grondgebied afhankelijk stelt van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties die in een andere lidstaat of andere lidstaten verworven beroepskwalificaties die de houder van die kwalificaties het recht verlenen er hetzelfde beroep uit te oefenen, erkent voor de toegang tot en de uitoefening van dit beroep;

Gelet op Richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 tot wijziging van Richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en Verordening (EU) nr. 1024/2012 betreffende de administratieve samenwerking via het Informatiesysteem interne markt ("de IMI-verordening");

Gelet op de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties;

Gelet op het decreet van 8 juli 2021 tot omzetting van Richtlijn (EU) 2018/958 van het Europees Parlement en de Raad van 28 juni 2018 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de noodzaak om een afzonderlijke procedure voor de beroepserkenning in te voeren voor de titel gezinshelp(st)er voor beroepsbeoefenaars die zich permanent willen vestigen of tijdelijk dan wel occasioneel hun activiteit willen uitoefenen in het Franse taalgebied en om zich zo in overeenstemming te brengen met Richtlijn 2005/36/EG en de wet van 12 februari 2008;

Overwegende dat het proportionaliteitsonderzoek aantoont dat de maatregelen, genomen voor beroepsbeoefenaars die zich permanent willen vestigen of hun activiteit tijdelijk dan wel occasioneel willen uitoefenen in het Franse taalgebied als gezinshelp(st)er verantwoord zijn door doelstellingen van algemeen nut zoals een goede zorgverlening aan de gerechtigden van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp;

Overwegende dat de gezinshelp(st)er voor het uitoefenen van de opdrachten inzake gezinshulp zoals bepaald bij artikel 37 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid specifieke vaardigheden dient te verwerven;

Overwegende dat de voornaamste rol van de gezinshelp(st)er erin bestaat, polyvalente hulp te verschaffen in de woonplaats van de bejaarden, de gezinnen, de zieken, de gehandicapte personen die in een complexe sociale toestand of in moeilijkheden verkeren om daden van het dagelijks leven te stellen en dat hij of zij dus in contact staat met een broos publiek en dat de gezinshelp(st)er bijgevolg opgeleid wordt om dat specifieke publiek bij te staan;

Overwegende dat de gezinshelp(st)er een sociale rol vervult, namelijk een thuisbegeleiding mogelijk maken met vrijwaring en aanmoediging van hun zelfredzaamheid en oog voor hun levenskwaliteit en hun welzijn en dat hij of zij bijgevolg juist op dat vlak vaardigheden dient te verwerven;

Overwegende dat de opdracht van de gezinshelp(st)er in nauwe samenwerking met de mantelzorgers, de familie, de entourage en alle beoefenaars van thuiszorgberoepen uitgeoefend wordt en dat hij of zij daarvoor correct de dialoog moet kunnen aangaan met deze personen met het oog op de best mogelijke begeleiding van de gerechtigden;

Overwegende dat er waarborgen dienen te worden ingesteld om de verworven vaardigheden van de gezinshelp(st)er te kunnen nagaan door invoering van een inschrijvingsattest en dat daar eveneens in voorzien dient te worden voor beroepsbeoefenaars die zich permanent willen vestigen of hun activiteit tijdelijk dan wel occasioneel in het Franse taalgebied willen uitoefenen;

Overwegende dat er overeenkomstig Richtlijn 2005/36/EG en de wet van 12 februari 2008 een bijzondere en vereenvoudigde regeling ingevoerd dient te worden voor de beroepsbeoefenaars die afkomstig zijn van de Europese economische ruimte;

Gelet op de noodzaak om het administratief beheer voor het verstrekken van het bekwaamheidsattest en van het inschrijvingsattest van de gezinshelp(st)ers, omschreven in de artikelen 12 tot 14, van het BESLUIT van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers, te vereenvoudigen, werd in overleg met de bevoegde instanties overeengekomen om deze opdracht, heden uitgevoerd door de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek, over te dragen aan het Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen voor het inschrijvingsattest en aan de door het Waalse Gewest erkende vormingscentra voor gezinshelp(st)ers voor het bekwaamheidsattest;

Op de voordracht van de Minister van Vorming en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2005/36/CE van het Europees Parlement en de Raad van 7 september "betreffende de erkenning van beroepskwalificaties" gedeeltelijk omgezet.

Art. 3. In artikel 330, vierde lid, van het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "Lidstaat van de Europese Unie" worden vervangen door de woorden "niet-Lidstaat van de Europese economische ruimte";

2° de woorden "of die een gelijkgestelde opleidingstitel hebben zoals bepaald in artikel 2, § 3, van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties" worden ingevoegd tussen de woorden "als gelijkwaardig wordt erkend" en de woorden "worden gelijkgesteld".

Art. 4. In hetzelfde Wetboek, Deel II, Boek IV, Titel IV, Hoofdstuk III, Afdeling 2 worden de artikelen 330/1 tot 330/6, luidend als volgt, ingevoegd:

"Art. 330/1. § 1. De titel gezinshelp(st)er wordt eveneens toegekend aan de aanvrager uit een Lidstaat van de Europese economische ruimte die het beroep van gezinshelp(st)er reglementeert en die zich permanent in het Franse taalgebied wil vestigen onder volgende voorwaarden:

1° een voldoende kennis van de Franse taal bezitten;

2° het Agentschap een schriftelijke verklaring voorleggen met volgende stukken:

a) een nationaliteitsbewijs;

b) een vaardigheidsattest of de opleidingstitel afgeleverd door een bevoegde overheid in een lidstaat van de Europese economische ruimte, aangewezen overeenkomstig de wetgevende, reglementaire of administratieve bepalingen van deze lidstaat;

c) een attest waarmee bevestigd wordt dat er geen tijdelijk of definitief beroepsverbod is uitgesproken.

§ 2. De titel gezinshelp(st)er wordt eveneens toegekend aan de aanvrager uit een lidstaat van de Europese economische ruimte die het beroep van gezinshelp(st)er niet reglementeert en die zich permanent in het Franse taalgebied wil vestigen in volgende voorwaarden:

1° een voldoende kennis van de Franse taal bezitten;

2° de activiteit gedurende één jaar voltijds of gedurende een totale gelijkwaardige duur tijdens de tien voorafgaande jaren in een andere lidstaat te hebben uitgeoefend;

3° het Agentschap een schriftelijke verklaring voorleggen met volgende stukken:

a) een nationaliteitsbewijs;

b) de documenten die het bewijs van de uitoefening van de activiteit overeenkomstig punt 2° mogelijk maken;

c) de vaardigheidsattesten of de opleidingstitels afgeleverd door een bevoegde overheid in een lidstaat van de Europese economische ruimte, aangewezen overeenkomstig de wetgevende, reglementaire of administratieve bepalingen van deze lidstaat.

§ 3. Uiterlijk één maand te rekenen van de ontvangst van de documenten bedoeld in de paragrafen 1 en 1 licht het Agentschap de aanvrager in over ofwel:

1° zijn beslissing om de dienstprestaties mogelijk te maken zonder de beroepskwalificaties na te gaan;

2° na diens beroepskwalificaties te zijn nagegaan, zijn beslissing om een geschiktheidsproef of een aanpassingsstage op te leggen of de dienstprestaties mogelijk te maken.

Het nagaan van de voldoende kennis van de Franse taal door de aanvrager, in de gevallen waarin dit nodig blijkt, kan enkel gebeuren na de erkenning van de beroepskwalificaties.

Een beslissing die de dienstprestaties door de aanvrager mogelijk maakt kan samengaan met een aanpassingsstage met een duurtijd van zes maanden of een geschiktheidsproef uitgevoerd binnen de maand na het nemen van de beslissing wanneer de genoten opleiding betrekking heeft op vakken die substantieel verschillen van de vakken waarop de vereiste opleidingstitel of het vaardigheidsattest slaan.

De aanvrager kiest of voor de aanpassingsstage of voor de geschiktheidsproef als bedoeld in het derde lid.

Het Agentschap kent bij een positieve beslissing een inschrijvingsnummer aan de aanvrager toe.

Indien er een moeilijkheid ontstaat die voor een laattijdige beslissing zou kunnen zorgen, kan het Agentschap aanvullende informatie bij de aanvrager opvragen. Het Agentschap licht de aanvrager voor het einde van de eerste maand in over de redenen van de laattijdigheid, over de vereiste aanvullende informatie en over de tijd die nodig is om tot een beslissing te komen die genomen moet worden voor het einde van de tweede maand te rekenen van de ontvangst van de aanvullende informatie.

Blijft iedere reactie van het Agentschap binnen de termijnen, vastgesteld in deze paragraaf, uit, dan kan de aanvrager zijn dienstprestaties verrichten en een inschrijvingsnummer eisen van het Agentschap.

§ 4. De stukken bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 worden gedurende tien jaar bewaard.

Art. 330/2. § 1. De titel gezinshelp(st)er wordt eveneens toegekend aan de aanvrager uit een lidstaat van de Europese economische ruimte die zijn activiteit occasioneel of tijdelijk wenst uit te oefenen in het Franse taalgebied die, bij diens eerste dienstprestatie, bij het Agentschap een schriftelijke verklaring voorlegt, samen met volgende stukken:

1° een nationaliteitsbewijs;

2° een attest waarmee bevestigd wordt dat de aanvrager wettelijk gevestigd is om er het beroep uit te oefenen en dat hij of zij, wanneer het attest wordt uitgereikt, zichzelf niet blootstelt aan een, zelfs tijdelijk, uitoefeningsverbod;

3° een bewijs van beroepskwalificaties.

§ 2. Uiterlijk één maand te rekenen van de ontvangst van de verklaring en de documenten bedoeld in paragraaf 1 kent het Agentschap de aanvrager een inschrijvingsnummer toe.

De aanvrager kan het beroep van gezinshelp(st)er uitoefenen vooraleer hij of zij zijn of haar inschrijvingsnummer krijgt.

Blijft iedere reactie van het Agentschap binnen de termijnen, vastgesteld in deze paragraaf, uit, dan kan de aanvrager zijn dienstprestaties verrichten en een inschrijvingsnummer eisen van het Agentschap.

§ 3. De duur voor de bewaring van de stukken bedoeld in de paragraaf 1 bedraagt tien jaar.

Art. 330/3. Het opleidingscentrum voor gezinshelp(st)ers als bedoeld in artikel 330, eerste lid, 4°, verstrekt het bekwaamheidsattest aan de personen:

1° die met vrucht een opleidingscyclus hebben gevolgd als bedoeld in artikel 8 van het BESLUIT van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers;

2° die een stageboekje voorleggen waarvan het model vastgelegd is door de Minister bevoegd voor Vorming, na raadpleging, indien nodig, van de Minister bevoegd voor Gezondheid.

In dat stageboekje worden dag per dag opgetekend:

1° de stageactiviteiten in een instelling onder de verantwoordelijkheid van de leider van de instelling;

2° de stageactiviteiten bij gezinnen en ouderen, zieken of gehandicapte personen onder de verantwoordelijkheid van de leider van de erkende dienst voor hulpverlening aan de gezinnen en bejaarden, en met instemming van de personen onder wier toezicht de stages worden gelopen;

3° de begeleidingsvergaderingen en de collectieve toezichtsverrichtingen.

Het stageboekje wordt van een visum voorzien door de verantwoordelijken van het vormingscentrum die voorafgaandelijk een evaluatie en een permanent toezicht hebben uitgevoerd.

Art. 330/4. Het opleidingscentrum voor gezinshulp, erkend door het Waalse Gewest, houdt een repertorium bij waarin de namen worden opgetekend van de personen die het bekwaamheidsattest hebben verkregen en maakt het na elke proclamatie aan het Agentschap over.

Het repertorium bedoeld in het eerste lid wordt tien jaar bewaard.

Art. 330/5. Het Agentschap reikt het inschrijvingsattest als gezinshelp(st)er uit aan:

1° de personen die houder zijn van het bekwaamheidsattest overeenkomstig artikel 330/3 en aan de personen die beantwoorden aan de voorwaarden van de artikelen 330/1 en 330/2;

2° aan de personen bedoeld in artikel 330 en die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers.

Art. 330/6. Het Agentschap reikt een inschrijvingsattest uit aan de thuisoppassers die over een arbeidsovereenkomst beschikken bij een dienst voor hulpverlening aan de gezinnen en bejaarden erkend door het Agentschap.

Het Agentschap bewaart de afschriften van de arbeidsovereenkomsten bedoeld in het tweede lid gedurende tien jaar.”.

Art. 5. De artikelen 12 tot 14 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers worden opgeheven.

Art. 6. De Minister van Gezondheid en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/42207]

27 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant partiellement l’alignement de la rue du Lion, tronçon situé au droit du croisement avec la Rampe du Lion, et désaffectant l’excédent de terrain résultant de cette modification, sur le territoire de la Ville de Bruxelles

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles- Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l’article 6 § 1^{er}, X, 1° ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l’article 4 ;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, l’article 57, § 2 ;

Vu l’article 274 de la loi communale modifié par l’article 34 de l’Ordonnance du 17 juillet 2003 et par l’article 81 de l’ordonnance du 17 juillet 2020 ;

Vu le tracé de l’alignement figurant au plan général d’alignement annexé à l’arrêté royal du 10 octobre 1933 ;

Vu l’arrêté royal du 6 décembre 1991, dressant la liste des routes et de leurs dépendances transférées de l’Etat à la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la rue du Lion, alors propriété de l’Etat belge, et ses dépendances sont désormais des voiries régionales en vertu de cet arrêté royal du 6 décembre 1991 ;

Considérant que le nouvel alignement à fixer permet de dégager une parcelle de terrain excédentaire de 850 m² à désaffecter ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/42207]

27 APRIL 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot gedeeltelijke wijziging van de rooilijn van het stuk van de Leeuwstraat tegenover de kruising met de Leeuwoprit en tot herbestemming van het wegrestant dat door deze wijziging ontstaat op het grondgebied van de Stad Brussel

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, het artikel 6 § 1, X, 1°;

Gelet op artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op artikel 57 § 2 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op artikel 274 van de Gemeentewet, gewijzigd door artikel 34 van de ordonnantie van 17 juli 2003 en door artikel 81 van de ordonnantie van 17 juli 2020;

Gelet op het tracé van de rooilijn als weergegeven op het algemeen rooilijnplan dat bij het koninklijk besluit van 10 oktober 1933 is gevoegd;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 1991 tot vaststelling van de lijst van de aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest overgedragen wegen en hun aanhorigheden;

Overwegende dat de Leeuwstraat, destijds eigendom van de Belgische Staat, en zijn aanhorigheden gewestwegen zijn krachtens dit koninklijk besluit van 6 december 1991;

Overwegende dat deze nieuwe vast te leggen rooilijn een wegrestant van 850 m² kan vrijmaken, dat herbestemd dient te worden;